

Annexe n° 1
« Dématérialisation des procédures »

Article 1 – Transmission de l’offre par voie électronique

Le candidat doit remettre son offre par voie dématérialisée. Il le fera exclusivement sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr> avant la date et l’heure limite de réception des plis mentionnées en page de garde du RC.

Aucun envoi par télécopie ou courriel n’est accepté.

Cependant, le candidat conserve la faculté d’envoyer par une autre voie (papier par exemple), les documents et pièces que le candidat ne peut pas matériellement transmettre en format électronique (par exemple les catalogues ou les extraits de catalogue).

Si plusieurs plis sont successivement transmis par le candidat, seul le dernier reçu par l’acheteur public sera ouvert¹.

Rappel :

Un document signé à la main puis scanné ou l’apposition d’une signature scannée sur un document est assimilé à une copie et sera donc considéré comme non signé. Une signature manuscrite scannée n’a donc pas d’autre valeur que celle d’une copie.

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu’il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Article 2 – Dématérialisation des procédures²

Le candidat trouvera sur le site www.marches-publics.gouv.fr tous les renseignements nécessaires pour transmettre une candidature par voie électronique, notamment en ce qui concerne les modalités d’obtention d’un **certificat numérique** nécessaire pour la **signature électronique**. Des manuels utilisateurs sont disponibles sur ce site.

Le candidat doit posséder un certificat numérique et procéder à la signature électronique de l’ensemble des documents.

Pour toute difficulté rencontrée sur le site www.marches-publics.gouv.fr, une assistance est mise à la disposition des entreprises :

- par téléphone : 01.76.64.74.07 ;
- par courriel : place.support@atexo.com

Article 3 – Certificat numérique

Le certificat numérique permet de signer numériquement tous les documents transmis par voie électronique. Ainsi, la signature des documents d’un candidat se fait de manière électronique au moment de l’envoi sur le portail. www.marches-publics.gouv.fr et :

- s’il n’est pas inscrit sur ce portail, il trouve sur ce site les modalités d’inscription, en page d’accueil à la rubrique : « Inscription ». L’inscription est valide dans un délai maximum d’une semaine.
- s’il est déjà inscrit sur ce portail mais ne possède pas encore un certificat numérique lui permettant de transmettre un pli, il trouve sur ce site à la rubrique « Marchés & opportunités » en cliquant sur le lien « Certificats numériques », une documentation décrivant les modalités d’obtention d’un certificat numérique ainsi que la liste des autorités de certification reconnues par le ministère des armées auprès desquelles le certificat numérique doit être acheté par le candidat. Le délai moyen d’obtention constaté est de 2 semaines.

¹ Conformément à l’article R.2151-6 du code de la commande publique

² Articles R.2132-1 à R.2132-14 du code de la commande publique

- si le candidat dispose d'un certificat de signature émis par une autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance ci-après, il n'a aucun justificatif à fournir pour signer sa candidature.
www.references.modernisation.gouv.fr
http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eulegislation/trustedlists/indexen.htm
<http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats>
- si le candidat dispose d'un certificat de signature non référencé sur une liste de confiance, il s'assure que ce certificat est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires³ à la vérification de cette conformité par l'acheteur.
- s'il est déjà inscrit sur ce portail et dispose déjà d'un certificat numérique lui permettant de transmettre un pli, il peut déposer sa candidature, en cliquant sur le lien « Répondre électroniquement aux consultations », puis « Choisir la consultation ».

Article 4 – Signature électronique

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique⁴ dans la commande publique, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- au certificat de signature du signataire ;
- à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

Pour pouvoir être lus, les plis doivent parvenir à l'acheteur public sous l'un des formats suivants : **PDF, Word, Excel**.

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

- Lorsque le candidat utilise l'outil de signature de la PLACE, il est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.
- Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur la PLACE, il doit respecter les deux (2) obligations suivantes :
 - produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES ;
 - transmettre gracieusement les éléments nécessaires⁵ pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document.

La signature électronique n'est pas obligatoire. Seule l'offre de l'attributaire sera signée au terme de la procédure, par l'acheteur public et l'entreprise.

Tout pli reçu après la date limite citée au RC n'est pas admis.

Dans tous les cas, le candidat doit faire figurer dans le pli l'adresse électronique d'un représentant de la société pour toutes les correspondances liées à la consultation.

Article 5 – Virus

Tout document transmis par voie électronique par un candidat sans copie de sauvegarde et contenant un virus est éliminé et réputé non reçu. Le candidat est donc invité à faire analyser son pli par un anti-virus à jour avant envoi.

Dans le cas où un virus serait détecté, le candidat en sera averti dès la fin de la transmission de son pli par le biais de l'accusé de réception électronique et, si la date de fin de consultation le permet, il pourra transmettre un nouveau pli soit par voie électronique, soit par voie postale (ou porteur).

³ Le candidat indique la procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé en fournissant les outils techniques de vérification du certificat et/ou l'adresse du site internet de référencement du prestataire par le pays d'établissement, ou à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire.

⁴ Arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique

⁵ Le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré avec une notice d'explication et les pré-requis d'installation ainsi que le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur public.

Article 6 – Copie de sauvegarde

Les candidats effectuant une transmission électronique de leur pli peuvent réaliser à titre de copie de sauvegarde une transmission sur support physique électronique ou sur support papier⁶.

⁶ Conformément aux dispositions des articles 1 à 3 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.